

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 104 - VENDREDI 6 MAI 2011

LE MERLE MOQUEUR

Plutôt que de le jeter à la balle, ce qui est indigne et fait se retourner Antigone dans sa tombe, pourquoi ne pas avoir enterré Ben Laden à Fukushima en direction de la Mecque? ●

AGENDA MILITANT

→ 7 Mai

- Saint-Aignan/Rouen [Reconversions d'activités](#)

→ 7 Mai - 10 juillet

Grand-Ouest Aéroport N.D. des Landes -
[Actions et manifestations](#)

→ 12 Mai

- Rennes - [RUSF 35](#)
- Nîmes [Urgences planétaires - rencontre avec Paul Sindic](#)

→ 21 Mai

Paris OMOS - [Rapport d'exploitation et de domination](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Ecologie**

N.D. des Landes, [un choix énergétique, un choix de société : Résistances !](#)

→ **Convergences et alternatives**

[Lettre au Front de gauche](#)

→ **Initiatives**

- Psychiatrie : [Donner suite à une première victoire](#)
- Collectif : [Pour une candidature de la gauche de transformation sociale et écologique en 2012](#)

→ **Monde**

- G8-G20 : [Enjeux, propositions et mobilisations, une vidéo](#)
- L'Etat palestinien, [c'est maintenant](#)
- [Une lettre de Salah Hamouri](#)

→ **Débats**

- [Drogue, un problème de société](#)

→ **A lire**

P. Zarka [Oser la vraie rupture - Gauche année zéro](#)

Pour un Front de gauche transformé

L'échéance politique de 2012 doit être l'occasion de mettre hors d'état de nuire la droite et d'ouvrir un espoir à gauche. La montée du Front national ravive le cauchemar du 21 avril 2002.

Devant le danger d'une élimination de la gauche dès le premier tour, plusieurs appels invitent à une candidature unique de toute la gauche. Fausse route ! L'Italie a montré l'impasse d'une telle stratégie : la gauche rassemblée autour de Romano Prodi a gagné une fois en cristallisant le mécontentement contre Silvio Berlusconi. Mais son incapacité à changer les conditions de vie du plus grand nombre a débouché sur le gouvernement Berlusconi 2, une droite encore plus décomplexée et alliée à l'extrême droite. C'est pourquoi le courant radicalement transformateur de la gauche française doit se donner les moyens de peser. Le rassemblement de toutes ses composantes serait un atout décisif.

Le Front de gauche représente aujourd'hui un cadre unitaire – certes imparfait – quand le NPA se complet dans son splendide isolement. Encore cartel de trois organisations, il affirme vouloir s'ouvrir aux engagements individuels, citoyens, et aux organisations qui se reconnaissent dans ses grandes orientations. La main a mis bien du temps à être tendue mais, ces dernières semaines, la proposition d'élargissement et d'ouverture est formalisée. Les défenseurs – dont je suis – d'une articulation nouvelle entre le social et le politique ou d'un dépassement des formes traditionnelles de l'engagement politique auront sans doute beaucoup à dire sur l'état actuel du Front de gauche. Mais en dehors d'une construction politique avec lui, quel salut ? Et quand le Front de gauche propose d'impliquer de nouvelles forces et de constituer des assemblées citoyennes, permettant la participation individuelle, comment ne pas constater que cela rencontre les propositions de la Fase et des unitaires du NPA, et l'aspiration de nombreux militants ? C'est par la transformation du Front de gauche en une dynamique politique large, ouverte, plurielle mais cohérente, qu'une perspective peut émerger en 2012.

Faire avec le Front de gauche ne signifie pas tourner le dos au NPA. L'unité de tout l'arc des forces ne saurait être perdue de vue. Mais avec un allié potentiel aussi fermé, on ne peut pas faire de miracles ! Ni suspendre l'action dans l'attente du grand soir du rassemblement... L'annonce de la non-candidature à la présidentielle d'Olivier Besancenot changera-t-elle la donne ? Pour convaincre les militants du NPA, comme ceux d'Europe Ecologie déboussolés par son orientation écolo-libérale, le mieux, c'est d'enclencher le mouvement.

● CLÉMENTINE AUTAIN

Le spectre du 21 avril

La proposition d'une candidature unique de la gauche conduirait à une nouvelle défaite. Pour gagner, la gauche doit assumer d'être polarisée autour de deux orientations, l'une privilégiant la correction du système, l'autre s'attelant à son dépassement.

En 2012, comment éviter un nouveau 21 avril 2002 ? La crise de la droite gouvernementale, la percée de Marine Le Pen et les incertitudes du Parti socialiste rendent incertaines les projections présidentielles. Elles relancent l'angoisse d'un pitoyable remake : la gauche ne pourrait-elle pas être, une fois encore, éliminée du second tour ? La peur, hélas, n'est pas toujours bonne conseillère. Doit-elle conduire à une candidature unique de la gauche dès le premier tour ? Je crains que le remède ne s'avère pire que le mal.

On sait, depuis longtemps, que la tentative du « vote utile » est forte dans ce type d'élection. Elle est la conséquence d'une double logique institutionnelle : l'hyper-présidentialisme des institutions et la règle majoritaire qui ouvre le second tour aux deux seuls candidats arrivés en tête au premier. Récemment, des propositions ont été faites (notamment par la fondation Terra Nova) pour essayer de réformer partiellement les modalités d'un scrutin dont beaucoup perçoivent aujourd'hui les effets délétères. Ces propositions, parfois sophistiquées à l'excès, n'ont aucune chance d'aboutir. Ainsi le veut l'esprit constitutionnel de

1958-1962 : si l'élection présidentielle n'est pas alignée sur les autres procédures électorales, c'est parce que la fonction présidentielle est par essence supérieure à toutes les autres. *Stricto sensu*, la seule réponse soutenable est celle d'une subversion complète de la logique constitutionnelle. Contrairement à ce qu'expliquaient ses promoteurs, la Constitution de 1958 n'a empêché ni les incertitudes de la gestion gouvernementale (alternances rapprochées et cohabitation) ni la crise de légitimité des institutions publiques dans leur ensemble. C'est pourquoi toute démarche conséquente à gauche devrait inclure dans son activité, y compris électorale, la critique de l'ordre constitutionnel existant et la proposition d'une refondation complète du socle républicain.

Mais, en attendant cette Sixième République, il faut tenir compte du problème concret d'une élection à deux tours, sans possibilité de triangulaire. Impossible, dans ce cadre, d'évacuer l'hypothèse la plus défavorable : celle qui interdirait à la gauche d'être à l'une des deux premières places au soir du premier tour. Mais si le risque est toujours possible, il ne sera conjuré qu'à condition de comprendre ce qui peut provoquer le dés-

astre. Depuis quelque temps, on a pris l'habitude d'incriminer le nombre trop élevé de candidatures.

Est-ce vraiment cela qui causa la cruelle déconvenue de 2002 ? On peut en douter. Cette année-là, la stupeur du premier tour fut tout d'abord la conséquence d'un cas de figure qui ne se reproduira pas l'an prochain : paradoxalement, à la présidentielle de 2002, le « sortant » ne fut pas le Président en exercice, mais le Premier ministre qui gouvernait depuis cinq ans. L'usure des années de pouvoir pesa sur les épaules de Lionel Jospin, et non sur celles de son principal rival. Dès lors, l'échec de la gauche face à Jacques Chirac tint à deux données entremêlées : le Premier ministre sortant n'a pas convaincu de ce qu'il incarnait les valeurs et les projets collectifs d'une gauche pleinement fidèle à ses valeurs de justice et de mise en commun ; quant à la gauche de gauche, elle était trop dispersée pour paraître fournir une alternative crédible au Parti socialiste dominant. Aucun des deux pôles constitutifs de la gauche française ne réussissant à susciter de véritable dynamique rassembleuse, la dispersion des candidatures ne fit qu'éparpiller les suffrages exprimés, sans mobiliser des électeurs ●●●

●●● supplémentaires. Faute de projet dynamisant, la gauche a laissé la main à une droite dédouanée par sa mise à l'écart gouvernementale, de 1997 à 2002.

En 2007, le scénario fut tout différent. La droite bénéficia de l'élan d'un projet « libéral-populiste » (celui de Sarkozy) qui coupa provisoirement les ailes au phénomène Le Pen (version Jean-Marie) et provoqua une incontestable mobilisation à droite. À gauche, en revanche, le syndrome du 21 avril fonctionna déjà à plein : la logique du vote utile poussa à rechercher la personnalité socialiste la mieux à même de « ratisser large », en mordant sur le centre. À cette aune, la dynamique Ségolène Royal sembla la plus convaincante. Au même moment, la gauche « antilibérale » s'avérait incapable de traduire en termes présidentiels son élan du débat référendaire européen de 2004-2005. Le résultat fut sans bavures : la candidate socialiste effaça certes le camouflet enregistré par Lionel Jospin en 2002, mais la gauche de gauche, divisée, recula sur ses scores présidentiels précédents. Faute de mobilisation partagée au premier tour, la gauche fut battue au second. Le PS agrégea convenablement au premier tour ; la gauche tout entière ne sut pas le faire au second.

En 2012, à quel problème fondamental la gauche sera-t-elle confrontée ? Elle n'est pas « sortante », comme en 2002. Mais elle est devant une évolution perturbante de tout le système politique, installée depuis le début des années 1980. C'est à cette époque, en effet, que se sont cumulés deux phénomènes en apparence distincts : l'installation d'une abstention structurelle et la crise de mobilisation électorale, à droite et à gauche. Les électeurs boudent les urnes et, selon les moments, la désaffection se fait un peu plus au détriment de la droite ou au détriment de la gauche... À gauche, la clé de toute stratégie « gagnante » est donc double : relancer un vote populaire d'espérance, autour de projets qui redonnent au peuple les conditions de sa dignité et de sa centralité ; mobiliser les forces de gauche que les déceptions anciennes ont plongées dans l'incertitude.

Ne nous y trompons pas. Ce n'est pas la gauche qui est au premier chef perturbée

électorale par la montée possible du vote Marine Le Pen. Le plus menacé d'une élimination dès le premier tour sera le Président sortant, Nicolas Sarkozy : c'est son bilan et celui de son gouvernement qui seront d'abord jugés. A priori, face à une droite au pouvoir en crise, il y a ainsi peu de chances que la gauche ne parvienne pas au second tour. Et si par hasard ce risque était envisageable, il ne tiendrait pas avant tout à la concurrence des projets à gauche ; il ne résulterait que de la faible attractivité de la proposition socialiste et/ou de la crédibilité insuffisante de son/sa candidat(e). Convenons que la réponse à ce problème ne peut se trouver qu'en un lieu : le Parti socialiste lui-même. Nul autre que lui ne saurait être tenu pour responsable d'un score médiocre de son héraut.

Toute démarche conséquente à gauche devrait inclure dans son activité, y compris électorale, la critique de l'ordre constitutionnel existant et la proposition d'une refondation complète du socle républicain.

Admettons un instant que la logique de « l'utilité » l'emporte complètement et que la gauche se retrouve sur une seule candidature. Elle sera probablement en tête au premier tour et assurée de concourir au second. Dans l'hypothèse où son/sa représentant(e) est confronté(e) à Marine Le Pen, la gauche est sûre de l'emporter. Mais si elle se retrouve face à une autre personnalité de droite, la situation peut être autrement redoutable. Autour d'une candidature unique de premier tour, la gauche va certes mobiliser celles et ceux qui, d'ores et déjà, sont persuadés qu'un candidat de gauche, quel qu'il soit, vaut mieux qu'un candidat de droite et que cela vaut bien que l'on oublie ses déceptions ou même ses rancoeurs. Le moindre mal : voilà le type même du choix calculateur, qui suppose que l'on est prêt à

jouer malgré tout la carte du raisonnable, à l'intérieur du système existant. Or il n'est pas sûr du tout que ce choix, aisément envisageable en situation de « normalité » politique, fonctionne en situation de crise. Quand ce qui est en cause est le flou des frontières de la gauche et de la droite, quand tout le monde n'est plus si assuré que la gauche vaut mieux que la droite, quand l'abstention devient un comportement majoritaire, la rationalité du moindre mal ne touche qu'une part de l'espace potentiel de la droite ou de la gauche. Les plus politisés iront voter ; les autres resteront chez eux. Le candidat unique du « raisonnable » à gauche sera en tête au premier tour mais n'aura plus de réserves électorales au second. On aura évité le camouflet de 2002 ; on peut très bien renouveler la défaite politique de 2007.

Quel que soit le cas de figure qui dominera à droite au premier tour (droite gouvernementale ou candidate frontiste), la gauche doit tenir compte de la réalité de ses propres forces pour assurer une victoire confortable de second tour. Pour cela, elle ne peut pas oublier sa propre diversité, qui n'est pas un accident de l'histoire mais une donnée fondatrice. Il ne suffit pourtant pas de s'en tenir au truisme d'une gauche « plurielle » : la gauche n'est pas simplement plurielle, elle est polarisée. Entendons-nous bien sur les mots : la gauche ne se présente pas en camps (les « deux gauches » séparées par une infranchissable et immobile muraille), mais elle est organisée selon des pôles qui, tels les pôles d'un aimant, attirent plus ou moins ses particules constitutives. Historiquement, cela a toujours été vrai : la politique française fonctionne à l'opposition de la droite et de la gauche ; à gauche, elle fonctionne volontiers à la distinction binaire des familles politiques. Selon les époques, on a distingué les monarchiens et les patriotes, les opportunistes et les radicaux, les réformistes et les révolutionnaires, les étatistes et les autogestionnaires, la « première » et la « seconde » gauche, les productivistes et les écologistes... La distribution binaire a ainsi connu bien des formes. Mais si l'on y réfléchit bien, par-delà la variabilité formelle, on trouve une continuité fondamentale. Ce ●●●

●●● qui différencie les attitudes à l'intérieur de la gauche est, à tout moment, un rapport global à la société. Pour aller vers l'égalité (c'est le point d'achoppement majeur de la gauche et de la droite), on accepte de s'adapter au système pour en corriger les excès ou bien on cherche à le dépasser pour en extirper la logique inégalitaire intrinsèque. Tel est le principe de distinction essentiel. On est plus ou moins communiste, républicain, autogestionnaire, radical, féministe, altermondialiste, écologiste ; les rapports à l'État ou aux équilibres environnementaux ne sont pas anecdotiques ; ils sont toutefois seconds par rapport à la question fondamentale de l'adaptation ou de la rupture.

Les deux propensions à gauche sont consubstantielles de son existence et de son essor. Elles se distinguent et même s'opposent ; elles ne peuvent se penser isolément. Bien sûr, à tout moment, il importe de savoir qui donne à la conscience de gauche sa tonalité générale : plutôt portée à l'accommodement ou au dépassement radical de l'existant. Il n'en reste pas moins illusoire et même dangereux de penser que l'une ou l'autre de ces attitudes globales peut disparaître. En fait, les deux dynamiques générales sont utiles, chacune à leur manière ; on ne mobilise pas, à gauche, autour des mêmes visées, des mêmes mots, des mêmes constructions politiques. Vouloir les fondre, fût-ce le temps d'une consultation électorale, est une erreur fondamentale. Qui trop embrasse, mal étreint... Il est vrai que la logique des institutions pousse à une certaine simplification. Mais la simplicité ne doit pas tourner au simplisme ; elle ne doit pas se construire au détriment de la mobilisation et donc de la polarisation. Au premier tour, on ne marie pas la carpe et le lapin.

À gauche, je suis convaincu que la formule la plus dynamique est donc celle d'une bipolarité : on agit dans le système en acceptant ses logiques sur le fond ou en contestant lesdites logiques dans la durée. Et pour que la gauche gagne, elle doit progresser sur ses deux jambes. En tout cas, elle ne peut pas tenir en équilibre, si elle ne dispose pas d'un pôle sol-

ide de contestation et d'alternative, ayant vocation à devenir majoritaire et, ce faisant, à imposer de nouvelles normes de gouvernement, de bas en haut. La reconstitution de ce pôle devrait être l'objectif stratégique des projets globaux et des « mécanos » politiques, y compris électoraux. À l'intérieur du pôle, la diversité devrait être la règle : les « familles », communiste, républicaine, mouvementiste, écologiste ou autres encore, doivent pouvoir poursuivre leur trajectoire. Mais quand il s'agit de concourir à la présidentielle tout au moins, la norme devrait être leur rassemblement au premier tour.

À l'intérieur du pôle de la gauche de contestation et d'alternative, la diversité devrait être la règle : les « familles », communiste, républicaine, mouvementiste, écologiste ou autres encore, doivent pouvoir poursuivre leur trajectoire. Mais quand il s'agit de concourir à la présidentielle tout au moins, la norme devrait être leur rassemblement au premier tour.

Que deviennent les écologistes dans cette hypothèse ? Je comprends leur tentation de se compter dans l'élection la plus structurante de la vie politique française. Ils forment désormais une famille à part entière, par ailleurs bien installée dans l'espace européen. Il n'en reste pas moins que la perspective de la durabilité et de la sobriété qui les identifie n'est pas à l'écart des logiques économique-sociales fondamentales. Il n'est pas indifférent au parti-pris écologiste que l'on mette au cœur des dynamiques productives, soit l'accumulation des marchandises et des

signes de richesse, soit le développement des capacités humaines. Au fond, il en est de la pensée écologiste comme de la pensée sociale ou de la pensée autogestionnaire : elle doit choisir entre l'adaptation au système et la rupture avec ses normes et ses critères. À sa manière, Daniel Cohn-Bendit est cohérent avec son combat de plusieurs années : en tirant l'écologie politique vers une négociation avec le PS, il la porte plutôt vers le pôle d'accommodement au système. Les écologistes peuvent choisir entre trois démarches : affirmer leur autonomie, plus ou moins à gauche ou plus ou moins au centre ; faire alliance globalement avec le PS (le « ticket » présidentiel-législatif) ; se rapprocher de la gauche de gauche. Ils sont bien sûr maîtres de leur choix. Je les fréquente depuis assez longtemps, toutefois, pour penser que leur esprit radicalement critique est davantage compatible avec un esprit d'alternative qu'avec un projet d'accommodement. Vouloir mesurer leur impact à l'élection présidentielle risque d'être, pour eux, un pari à très haut risque, comme les consultations précédentes l'ont bien montré. Se lier structurellement au PS contredit la charge subversive que porte l'écologie politique par fondation. Pour ma part, je souhaite donc que les écologistes décident de conjuguer leurs forces avec d'autres, et qu'ils le fassent avec les forces d'alternative. En le faisant, ils contribuent à changer la donne politique ; en ne le faisant pas, ils perpétuent le déséquilibre à gauche en faveur de l'esprit d'adaptation, au détriment du désir de rupture en actes.

En 2012, la gauche va bénéficier de la crise de la droite, avivée par l'échec du projet sarkozyen, tout au moins dans sa forme actuelle. Mais, dans une situation mouvante où la défiance domine, elle n'est sûre de l'emporter que si elle mobilise pleinement la totalité de ses composantes. Mieux vaut se dire, au fond, qu'il y a dispersion... et dispersion. Si, au nom du pluralisme, on s'installe dans la parcellisation des forces d'alternative, on laisse la main au PS et on risque de voir la droite l'emporter au bout du chemin. Si en revanche, au nom de la peur ●●●

●●● de la division, on touche à la polarité historique de la gauche, on risque d'affaiblir sa capacité de mobilisation populaire.

Il ne sert à rien de tourner autour du problème. J'entends des personnalités que je respecte au plus haut point proposer une logique du type « assises de toute la gauche » : on se met d'accord sur le contenu ; il sera bien temps ensuite de choisir le candidat ou la candidate de gauche à même de le porter. C'est ce qu'on a voulu faire en 2006-2007, avec le mouvement antilibéral : on s'est mis d'accord sur des propositions ; on a buté sur le désir de chaque force à concourir par sa candidature. Comment réussir, pour toute la gauche, ce que l'on n'a pu faire hier avec la seule gauche de gauche ? Pourra-t-on, en si peu de temps, imposer au PS un programme franchement à gauche et une candidature que ses militants n'auraient pas désignée ? À l'arrivée, le résultat de la méthode pourrait bien être, par réalisme, le ralliement à la force présumée la plus légitime électoralement, c'est-à-dire au parti dominant, avec le risque d'un glissement progressif vers le centre et d'une combativité à gauche atténuée.

Une candidature unique, fût-elle préparée

par une dynamique d'assises ou d'états généraux ? Cela ne permettra pas de mobiliser toute la gauche, même si l'on a le désir d'y parvenir. Accepter alors la parcellisation ? Cela ne correspond pas à la logique de l'élection présidentielle.

Admettons un instant que la logique de « l'utilité » l'emporte complètement et que la gauche se retrouve sur une seule candidature. Le candidat unique du « raisonnable » à gauche sera en tête au premier tour mais n'aura plus de réserves électorales au second.

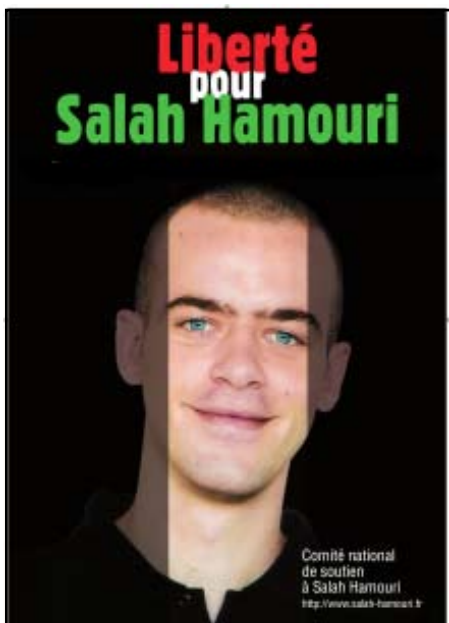
Le plus raisonnable est d'essayer de simplifier « l'offre » en envisageant l'idée de deux candidatures à gauche, chacune incarnant un des deux pôles historiques de la gauche française. Chacune de ces candidatures aura pour objectif de regrouper, autour de ses valeurs et de son projet, le

plus possible de forces, de sensibilités, d'individus. Si le pôle d'adaptation et le pôle de rupture mobilisent massivement leurs forces, la gauche sera majoritaire dès le premier tour, occupera l'une des deux premières places et l'emportera au second tour. Et si le pôle d'alternative, autour d'un projet clair et convaincant, obtient au premier tour un résultat significatif en s'appuyant sur un arc de forces significatif comprenant les écologistes, la gauche gagnera et elle ne décevra pas dans l'exercice du pouvoir.

Quand la politique est en crise, il faut gagner électoralement ; et il faut gagner pour reconstruire dans la durée. Oublier un des deux termes (gagner ou reconstruire) conduit inexorablement à l'échec ; prenons garde que cela n'ouvre pas la voie, demain, à un recul de civilisation.

La gauche de gauche, écologistes compris, est à la croisée des chemins. Si elle s'unit autour de la candidature la mieux à même d'être reconnue par le plus grand nombre, elle marque le paysage politique et aide toute la gauche à l'emporter. Si elle se disperse, écologistes, extrême gauche, Front de gauche, elle risque de ne jouer que les utilités... inutiles.

● ROGER MARTELLI



Liberté pour Salah Hamouri

26 ans.
En prison, en Israël, depuis 2 246 jours, plus de six ans.
Agir avec le comité de soutien à Salah Hamouri

Comité national de soutien à Salah Hamouri
<http://www.salah-hamouri.fr>



Cerises à partager à relire, s'abonner sur

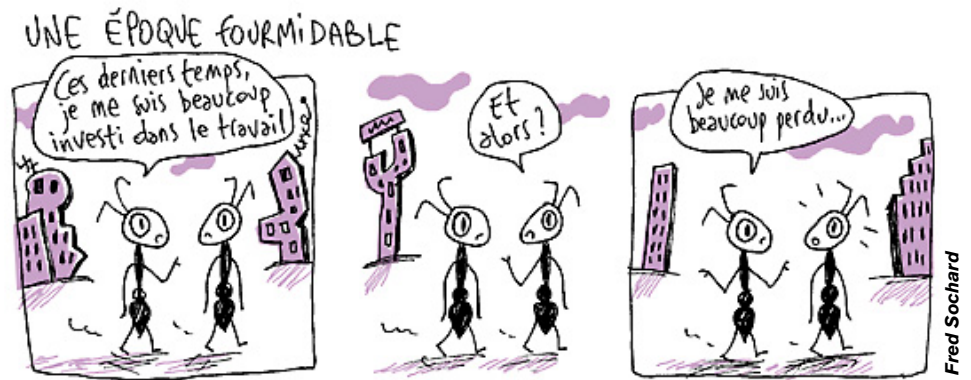
www.cerisesenligne.fr

Dépasser le salariat, ça veut dire quoi ?

Une réaction au dossier paru dans le numéro 103 de *Cerises* :

Le «gâteau» **sur travail/activité humaine, rémunération, société** me plonge dans la plus grande perplexité : dépasser le salariat, ça veut dire quoi ?

Dans le chapitre VI du Livre I du *Capital*, Marx caractérise le *salariat* - rapport de production spécifique du capitalisme - de la façon suivante : « *Au sein du **procès de production immédiat** le capital variable n'existe plus ni sous forme d'argent, ni sous forme de marchandise, mais sous la forme du **travail vivant** qu'il s'est approprié par l'achat de la capacité de travail. Et c'est seulement par cette transformation du capital variable en travail que la somme de valeur avancée en argent ou en marchandises est effectivement transformée en **capital**. Bien que **l'achat et la vente de la capacité de travail**, qui est la **condition** de la transformation d'une partie du capital en capital variable, soit un **procès autonome**, séparé du **procès de production immédiat** et antérieur à lui, il constitue la **base absolue** du **procès de production capitaliste** ainsi qu'un **moment** de ce **procès de production lui-même**, si nous le considérons comme un **tout** et non au seul instant de la production immédiate de marchandises. C'est seulement parce que le travailleur, pour vivre, vend sa capacité de travail, que la richesse objectale se transforme*



en capital. C'est seulement face au **travail salarié** que les **choses** qui sont des conditions objectales du travail (donc les **moyens de production**) et les **choses** qui sont des conditions objectales pour la conservation du travailleur lui-même (donc les **moyens de subsistance**) deviennent du **capital**. Le capital n'est pas une chose, pas plus que l'argent n'est une **chose**. Dans le capital comme dans l'argent, des **rapports sociaux de production entre personnes** se présentent **comme des rapports entre des choses** et des personnes, ou encore des relations sociales déterminées apparaissent comme des **propriétés naturelles sociales** de choses. Dès que les individus se font face comme des personnes libres, sans **salariat** pas de production de survalueur, sans production de survalueur pas de production capitaliste, donc pas

de capital et pas de capitalistes ! Capital et travail salarié (c'est ainsi que nous appelons le travail du travailleur qui vend sa propre capacité de travail) n'expriment que les deux facteurs d'un seul et même rapport. L'argent ne peut devenir capital sans s'échanger contre la capacité de travail que le travailleur lui-même vend comme marchandise. De l'autre côté, le travail ne peut apparaître comme travail salarié qu'à partir du moment où **ses propres** conditions objectales se dressent en face de lui comme puissance égoïste, propriété étrangère, valeur existant pour soi et tenant à soi, bref comme capital. »(1)

En quoi le fait de distribuer de la monnaie, pour ainsi dire «gratuitement», va-t-il changer quoi que ce soit au fait que les « **conditions objectales du travail** » se dressent en face de lui comme puissance égoïste, propriété étrangère, valeur existant pour soi et ●●●

(1) Karl MARX, *Le chapitre VI – Manuscrits de 1863-1867 – Le Capital, Livre I*, présenté dans une nouvelle traduction par Gérard Cornillet, Laurent Prost et Lucien Sève, GEME – Editions sociales, octobre 2010, pp.158-59

●●● tenant à soi, bref comme capital» ? La monnaie n'est rien d'autre que le symbole de la valeur en procès, l'expression *politique* de la domination du Capital sur l'ensemble de la production marchande - dès l'origine, la monnaie n'est d'ailleurs rien d'autre que le symbole du pouvoir : si en face de cette distribution de monnaie, les valeurs d'usage (nourriture, vêtement, logement, etc ...) nécessaires à la vie humaine ne sont pas produites, en quoi aura-t-elle contribué à la satisfaction des besoins de ses bénéficiaires ?

Le *dépassement du salariat*, du rapport par lequel le travail se faisant marchandise tout produit qui en est issu en sort en tant que marchandise, suppose, inséparablement, le *dépassement de la production marchande* ; plutôt que de recevoir de la monnaie sans contrepartie, la question me semble être de travailler pour autre chose que de la monnaie : s'agit-il de prendre le contrôle de la création monétaire, ou de se réappropriier le sens de notre activité personnelle - qui est, avant toute autre chose, production de soi-même, de retrouver la maîtrise

de ce que l'on veut faire de sa vie ? Cette croyance quasi-magique selon laquelle la distribution de monnaie pourrait à tout m'apparaître comme l'avatar post-moderne du fétichisme identifié par Marx comme la marque de toutes les aliénations.

Encore un mot : je ne vois pas la subtile différence qu'il y a entre « *conquérir le pouvoir d'Etat* » et « *prendre le contrôle de création monétaire* » ... Il n'y a là qu'un changement de fétiche qui trahit, selon moi, la difficulté à assumer la nature des ruptures nécessaires, y compris dans nos itinéraires biographiques personnels : ce n'est pas parce ce qu'on a passé sa vie à produire des idées *dont les masses puissent s'emparer* - en échange d'une quantité de monnaie correspondant peu ou prou à la valeur des marchandises nécessaires à la satisfaction relative de nos besoins les plus pressants - qu'on n'est pas capable de faire, aussi, autre chose ... Pas à la place, mais en plus (la variété des activités est d'ailleurs un puissant stimulant pour le travail de la pensée).

Comme par exemple, travailler *directe-*

ment, personnellement et collectivement, à la satisfaction de nos besoins *réels* qui ne trouvent que rarement « chaussure à leur pied », tant il est vrai que les produits que l'on trouve dans les rayonnages de la société marchande n'y ont pas été exposés en tant que valeurs d'usage mais en tant que valeurs d'échange, en tant que vecteurs de réalisation de la surveillance qu'ils contiennent. S'ils finissent par satisfaire quand même quelques besoins humains de base c'est plus grâce à l'inépuisable imagination humaine (du travail sous *le chapeau*, en quelque sorte) qu'en vertu de leurs qualités intrinsèques.

● FRED BOUVOLLE

Cerises est édité
par les CommunistesUnitaires
contact.cerises@gmail.fr
Noyau de cerises : Gilles Alfonsi ,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Arnaud Viviant



AU SOMMAIRE :

- **Édito** : le spectre d'une gauche désunie est toujours là, Roger Martelli.
 - **Bloc-Notes** : les affres de l'ex-pré carré, les bonnes blagues de Skyrock et trois questions à Olivier le Cour Grandmaison.
 - **Chronique média** : Jamel Debbouze, figure incontournable de la France d'aujourd'hui, est un client adoré des médias et politiques. Mais est-il vraiment le porte-drapeau des classes populaires et des cités que beaucoup voudraient voir en lui ? Chronique média.
 - **Controverse** : Paul Machto et Gilles Verdon, sur la légitimité d'imposer un traitement médical.
 - **Dossier du mois** : recettes politiques du manger mieux.
- Et encore :
- Mitterrand, le PS.
 - Les pauvres et la solidarité,
 - Un territoire par mois, jusqu'en mai 212
 - Paroles de prostituées et de clients.
 - Racisme, mode d'emploi.
 - Ouvrages sur la résistance et la désobéissance civile
 - Joann Sfar et son fameux chat du rabbin
 - Les ruines, la ville dévastée...
 - Alain Gresh, en grand entretien.

Et aussi tous les rendez-vous du mensuel : les chroniques de Michel Husson, Eric Fassin, Arnaud Viviant, Leïla Chaïbi, Soyons Sport, nos sélections essais et culture.